

Prélude aux discussions inter-togolaises / Gilbert Bawara assure

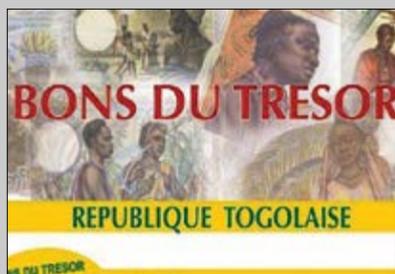
« Il n'y aura pas de sujets tabous... »

Dans une interview accordée à la chaîne panafricaine Afica 24, hier mardi, le ministre en charge de la fonction publique Gilbert Bawara a réaffirmé l'engagement de l'Exécutif togolais...

PAGE 2



ECONOMIE



Umoa

Nouveau bon du Trésor togolais vendredi prochain

Le Togo lance le vendredi 16 février prochain sa troisième émission sur le marché financier de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa) cette année. Cette fois, c'est un bon de trésor assimilable au Trésor public dont l'objectif est de mobiliser 2 milliards CFA.

PAGE 5

CULTURE



Bénin

L'art, lieu d'expression du vodoun

C'est à-travers l'art que le vodoun s'exprime le mieux. Son expression emprunte toutes formes et types d'art comme par exemple la danse, la peinture ou encore la sculpture. Le vodoun en tant qu'entité transcendante ...

PAGE 9

Sécurité routière

Faut-il laisser les enfants aller seuls à l'école?

A Lomé et dans plusieurs villes de l'intérieur du pays, des élèves, des enfants même les plus petits, cheminent et traversent ...

PAGE 11



A la veille de l'ouverture du dialogue L'opposition s'agite toujours, le pouvoir serein

Quand l'on passe au scanner, les états d'esprit des politiques à la veille de l'ouverture du dialogue inter togolais, les résultats montrent net un bicéphalisme, avec d'un côté, le camp de l'opposition qui s'agite toujours, qui est toujours en position de réclamer encore et encore et de tenter d'attirer l'attention sur sa cause. Et puis de l'autre, on a le camp de la majorité au pouvoir, qui reste serein, comme s'il n'avait pas de doléances à formuler avant l'ouverture du dialogue.

PAGE 3

EDITORIAL

Le méli-mélo de Gilchrist Olympio

La pratique politique du président ou du moins de l'ex-président national de l'Union des Forces de Changement (UFC), Gilchrist Olympio est un méli-mélo de contradictions, qui pourrait bien être la conséquence du manque de visions et de vaines concessions politiques destinées à nuire plus à certains de ses adversaires politiques plutôt que de répondre à une véritable logique politique.

Le président Gilchrist Olympio qui a annoncé en novembre dernier, son retrait définitif de la vie politique togolaise, à la surprise générale, vient de prendre un communiqué appelant les acteurs ...

PAGE 3

Libéria

Ellen Johnson Sirleaf remporte le prix Mo Ibrahim de 2017

PAGE 4





SOMMAIRE

Guinée équatoriale
Après le putsch déjoué, Obiang Nguema resserre les rangs



P 4

Afrique de l'ouest
De beaux jours pour le mobile money



P 5

Dédicace de livre
L'historien Essohanam Batchana sort « Les chansonnettes de ...



P 9

Championnats D1 et D2 au Togo
Des matchs amicaux pour relancer les secondes phases de la saison



P 10

Exposition universelle de 2025
Candidat à l'organisation, le Japon sollicite le soutien du Togo



P 11

Prélude aux discussions inter-togolaises / Gilbert Bawara assure « Il n'y aura pas de sujets tabous... »

Dans une interview accordée à la chaîne panafricaine Afica 24, hier mardi, le ministre en charge de la fonction publique Gilbert Bawara a réaffirmé l'engagement de l'Exécutif togolais à œuvrer dans le sens d'ouverture en vue d'aboutir à des réformes constitutionnelles et institutionnelles, profitables à tous les citoyens sans distinction. Aucun sujet tabou et chacune des parties prenantes aux discussions aura les largesses de poser toutes ses revendications, a assuré le ministre.

Gilbert Bawara s'est montré optimiste quant à l'évolution et au dénouement prochain de la crise politique qui sévit dans notre pays. « La situation est revenue à la normale et les manifestations se poursuivent dans un cadre légal » a rassuré le ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.



Selon le ministre, la situation socio-politique que traverse le Togo est en partie imputable à la volonté d'une frange de la population et de certains partis politiques de « déstabiliser les institutions de la République » afin

d'aboutir à une insurrection de l'Etat central.

La volonté de cette frange « d'en découdre avec les forces de l'ordre » reste également, de l'analyse du

ministre Bawara, un déterminant essentiel dans l'éclosion du déchirement politique depuis août dernier. Des propos qui viennent corroborer ceux du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé qui, également dans une interview accordée au magazine Jeune Afrique fustigeait un mode opératoire du Parti national panafricain (PNP) à la lisière des pratiques salafistes.

A la question de savoir les motifs du projet de loi de réformes du gouvernement proposé en septembre 2017 à l'Assemblée nationale, le Ministre Bawara s'est référé aux faits dignes de mémoire. En juin 2014, rappelle-t-il, un autre projet de réformes institutionnelles et constitutionnelles avait échoué malgré les différentes tentatives de dialogue (Togotélécom1 et Togotélécom2). En revanche, pour cette fois, « tout sera mis en œuvre pour une parfaite réussite du dialogue » renchérit Gilbert Bawara en

Suite à la page 3

Tabligbo / Awouté-Kondji Un CDV installé

Le Comité Villageois de Développement (CVD) du village d'Awouté-Kondji a été installé le 5 février 2018 à l'est de Tabligbo dans le canton de Kini-Kondji,

Le comité compte sept membres et à sa tête M. Poupou Nouwoto Kodjo. Ces membres sont élus pour un mandat de trois ans renouvelable une fois. Les membres du CVD ont pour mission d'œuvrer aux côtés de la chefferie traditionnelle, des structures étatiques et des organisations non gouvernementales pour la recherche des voies et moyens en vue de développer leur localité. Le régent du village d'Awouté-Kondji, Awouté Kodjo Anator et le porte-parole de la population, Mondenou Kokouda Eric se sont réjouis de l'aboutissement du processus de mise en place du CVD, estimant qu'un nouveau jour s'est levé pour le village.

Yoto Echange sur la cohésion sociale

Les acteurs socio-politiques de la préfecture de Yoto ont échangé le 07 février 2018 avec une délégation des ambassadeurs de paix sur le thème « sur la paix et la cohésion sociale ».

Il a été question d'échanger sur les vertus de la paix et la cohésion sociale indispensables pour le développement d'un pays. Cette démarche des ambassadeurs vise donc à préserver la paix à travers un dialogue franc et sincère sur les origines des conflits.

Ils ont expliqué que le débat politique est une "guerre" d'idées et non un combat physique. Parlant des autres litiges, les ambassadeurs ont demandé de privilégier le dialogue et la concertation, les tribunaux devant être, des recours de derniers ressorts. Ils ont exhorté la population à adopter des comportements qui favorisent la paix sans laquelle aucun développement durable n'est possible.

Kpelé Bilan budgétaire de 2017

Les travaux de la revue annuelle des activités des formations sanitaires de l'année 2017 et de la micro-planification des activités de l'année en cours du district de Kpelé se sont déroulés du 31 janvier au 2 février à Adéta.

Cette revue a permis aux responsables des différentes structures sanitaires et aux membres des Comités de Gestion de Santé (COGES) d'évaluer non seulement la performances des unités sanitaires du district de Kpelé à travers les résultats de l'année 2017 mais aussi prévoir les actions de l'année en cours à travers les difficultés de chaque formation sanitaire.

Des travaux il en ressort que dans certains secteurs d'activités, des progressions sont faites mais par contre d'autres ont connu des régressions. Les participants ont été exhortés d'organiser chaque trimestre une sensibilisation sur les maladies épidémiques et un dépistage sur le cancer des seins et du col de l'utérus.

Vo / Zooti

Sensibilisation contre les grossesses précoces

L'ONG Groupe d'action Femmes Démocratie et Développement (GF2D-Togo) en collaboration avec sa plateforme préfectorale de Vo a organisé, le 07 février 2018 une séance de sensibilisation sur la lutte contre les grossesses précoces, à Zooti à une quarantaine de kilomètre au nord de Vogan.

La sensibilisation vise à améliorer la connaissance des jeunes sur les causes et conséquences des grossesses précoces et les moyens de les prévenir.

La directrice préfectorale et l'accoucheuse auxiliaire de l'Unité de Soins Périphériques de Zooti respectivement, Mmes Néyou Marceline et Nabiliwa Kafui ont entretenu l'assistance sur les causes des grossesses entre autres l'irresponsabilité parentale, les mauvaises compagnies, le manque d'éducation sexuelle.



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodlakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web :
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Freda Sefiamor
Alexandre Wémima

Edem Dadzie
Essoyodou Awih

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Distribution :
Togo Express
Tirages : (2000 exemplaires)

Edito

...politiques à un dialogue « inclusif, constitutif, franc et sincère » pour une sortie définitive de la crise. Il y souligne que : « Les intérêts supérieurs de la Nation togolaise doivent être prioritaires », et le parti de Gilchrist Olympio se dit en conséquence disponible à « œuvrer dans le cadre de ce dialogue pour la résolution définitive de

la crise ».

Le moins qu'on puisse dire, avec cette sortie de Gilchrist est qu'il est incohérent avec lui-même et qu'il persiste à montrer qu'il méritait d'être vomi par l'histoire après un charisme fallacieux qu'il a vendu aux Togolais, juste en s'appuyant sur le nom de son père, Sylvanus Olympio, pour berner les Togolais dans un prétendu combat politique.

Gilchrist Olympio a-t-il pris, avant de l'annoncer,

toute la mesure de sa décision, de se retirer définitivement de la scène politique togolaise ? C'est un revirement stupéfiant et infamant qui plonge encore dans l'abîme l'UFC, un parti sans lequel l'histoire politique togolaise s'écrit avec à l'horizon un dialogue et si tout va bien, des conclusions acceptables pour tous. Avec ce revirement qui contredit sa propre parole et qui plonge encore son image

dans le gouffre, Gilchrist n'est pas fondé pour se proposer à œuvrer pour la réussite d'un dialogue. Et surtout après avoir ouvert un trou béant de batailles claniques et larvées au sein de son propre parti avant de prendre sa retraite.

Mais, le ridicule ne tue pas. La fierté d'avoir tout raté, tout en brandissant la même fierté, est une règle d'or que tiennent certains politiciens togolais comme Gilchrist.

Et donc, nous y voilà. Moins de quatre mois après son annonce de retrait de la scène, Gilchrist réplique au premier événement politique qu'est le dialogue inter togolais, en se détournant de sa parole, on ne sait trop, si c'est parole de fils du père de l'indépendance ; d'ex-président de l'UFC ou de dignitaire patriarche de la politique togolaise... C'est en soi un événement.

Dieudonné Korolakina

A la veille de l'ouverture du dialogue L'opposition s'agite toujours, le pouvoir serein

Quand l'on passe au scanner, les états d'esprit des politiques à la veille de l'ouverture du dialogue inter togolais, les résultats montrent net un bicéphalisme, avec d'un côté, le camp de l'opposition qui s'agite toujours, qui est toujours en position de réclamer encore et encore et de tenter d'attirer l'attention sur sa cause. Et puis de l'autre, on a le camp de la majorité au pouvoir, qui reste serein, comme s'il n'avait pas de doléances à formuler avant l'ouverture du dialogue.



Le weekend qui vient de s'achever n'a pas été du tout de repos pour les différents partis d'opposition, surtout pour ceux qui composent la coalition des 14. En attendant le fatidique dialogue, ça s'agite, ça bouge beaucoup de ce côté chez l'opposition. En effet, au cours du weekend, plusieurs partis membres de la coalition comme le PNP, l'ANC, les FDR etc. étaient en meetings pour expliquer, selon leurs leaders, le bien-fondé et les enjeux du

dialogue à venir. Hier lundi, des voyages diplomatiques ont été annoncés dans la sous-région et en occident. L'opposition serait-elle à la recherche de soutiens ? Le mémorandum remis aux médiateurs ne suffit-il pas à faire connaître sa position ? Toutes ces questions restent sans réponse. Seule l'issue du dialogue nous dira à quoi auront servi toutes ces « agitations » ayant précédé le dialogue.

Pendant ce temps, dans le camp du parti au pouvoir, on note plutôt une certaine

sérénité, une concentration pareille à celle de l'élève qui se prépare à un examen important. Les membres du parti au pouvoir sont tellement relaxes, comme pour dire, « nous sommes prêts, nous n'attendons que l'ouverture du dialogue... ».

Les marches n'ont pas marché...

Ce constat est si vrai que, lorsqu'aux premières heures des manifestations, le parti au pouvoir appelait déjà au dialogue, certains leaders

de l'opposition affirmaient qu'il était trop tard pour négocier et qu'il fallait un départ immédiat de Faure Gnassingbé, on assiste aujourd'hui à un retour à la raison.

Il faut alors comprendre que ces derniers se rendent pour certains à la table du dialogue, malgré eux, avec un sentiment contrarié et forcément un peu de honte. Cela peut expliquer tant d'agitations encore à quelques heures de l'ouverture du dialogue, comme pour se laver un peu de « cette souillure ».

À quoi bon passer des mois à réclamer le départ d'un président de la République, pour finalement aller dialoguer avec lui ? Il faut tout de même se réjouir de ce revirement salutaire pour les Togolais qui en ont assez de cette situation qui donne un coup à l'économie. Les marches n'ont pas marché. Le compte à rebours a démarré, à proprement parler, pour l'ouverture du dialogue tant attendu par l'ensemble des Togolais. Plus que quelques heures avant le face à face. Pendant ce temps, chaque camp se prépare. Et malgré les malentendus profonds sur la question des réformes,

aucun acteur n'ignore que quel que soit l'ampleur d'un conflit, il finit toujours autour d'une table de discussion. La crise politique togolaise ne devrait pas échapper à cette règle.

L'opposition n'a toutefois pas jusqu'ici réussi à afficher une position claire et cohérente. On assiste plutôt à une divagation dans ses déclarations et actions. Déjà elle avait remis en cause les termes du communiqué ayant sanctionné les tractations qui ont abouti à l'annonce de la date du 15 février par les représentants des deux médiateurs. Alors que les leaders de la coalition ont été associés à ces discussions.

Revenue à la raison, la coalition a annoncé en fin de semaine dernière des prières musulmanes et des messes pour la réussite du dialogue qu'elle a hésité avant d'accepter.

À l'heure où nous sommes, le temps n'est plus aux divagations. Les protagonistes de la crise, les médiateurs et les spécialistes des réformes institutionnelles et constitutionnelles, etc. doivent faire en sorte que ce dialogue accouche d'un résultat acceptable par tous.

Edem Dadzie

Prélude aux discussions inter-togolaises / Gilbert Bawara assure « Il n'y aura pas de sujets tabous... »

Suite de la page 2

poursuivant qu'aucun parti ne dérangera son bon déroulement.

Quant à la date retenue par les deux émissaires guinéen et ghanéen pour le début effectif des travaux du dialogue, rien ne devrait être à l'origine des agitations dans le camp de

l'opposition. Tout en dénonçant la mauvaise foi des partis de l'opposition à « entraver les initiatives futures », Gilbert Bawara rappelle que le communiqué du 2 février dernier rendu public par les pays médiateurs est « clair et limpide ». Le gouvernement prendra, par ailleurs, ses responsabilités pour écouter tous les acteurs politiques en vue de permettre à

un grand nombre d'acteurs de réfléchir et d'apporter leurs pierres pour une issue favorable des concertations du 15 prochain.

Lors des négociations, poursuit le ministre, aucun sujet ne sera tabou. Que ce soit le départ immédiat du Chef de l'Etat ou le retour de la constitution de 1992,

le gouvernement œuvrera pour l'intérêt supérieur des populations. Chacun posera ses revendications sur la table de discussions et « nous n'allons empêcher personne », au contraire, le gouvernement ira dans un esprit d'ouverture et d'inclusion pour qu'en fin des comptes, ce dialogue ne soit un autre de plus.

Essyodou Awih

Libéria

Ellen Johnson Sirleaf remporte le prix Mo Ibrahim de 2017

Enfin, le fameux prix Mo Ibrahim ne repartira pas dans les tiroirs, comme ce fut le cas pour les éditions 2015 et 2016. Après 2 années passées à chercher cet « oiseau rare », le prix Mo Ibrahim pour la transparence a finalement récompensé une femme battante, un modèle pour la gente féminine dont le parcours, tout aussi brillant qu'exemplaire, incite et invite les jeunes générations à l'excellence.

La consécration d'une bonne gouvernance

L'annonce du nom du lauréat au Prix Mo Ibrahim n'est presque pas une surprise. Car elle est simplement la consécration d'un leadership d'une femme qui a su instaurer les bases d'une démocratie libérale dans un pays doté d'un lourd passif en matière d'instabilité sociopolitique.

À son arrivée au pouvoir en 2006, Ellen Johnson Sirleaf hérite d'un pays en transition qui était très mal en point en termes d'Etat de droit. Sous sa gouvernance, elle s'employa avec ardeur à apaiser les fantômes du passé et les innombrables plaies jalonnant la récente histoire du pays. Elle a fait de son pays le leader en termes d'amélioration de la gouvernance en Afrique, selon l'indice de la gouvernance de la Fondation Ibrahim. A titre d'exemple, quand elle arrive au pouvoir, Ellen Johnson Sirleaf retrouve un pays qui venait de gagner en trois ans 9 points sur cet indice. Et de 2006 à 2010, elle a fait gagner au pays 13,7 points. Et c'est sans conteste des raisons qui ont milité en faveur de sa désignation en 2011 au prix Nobel de la Paix, même s'il est resté contesté par certains.

Sur le plan économique, libertés publiques et droits de l'homme, l'ex-présidente du Libéria reste aussi un exemple à suivre. En effet, la participation libérienne à la vie politique s'est nettement améliorée sous le mandat d'Ellen Johnson Sirleaf. La libéralisation politique a été donc au rendez-vous, avec plus de droits politiques. La santé a connu une évolution positive : les mortalités maternelles et infantiles ont reculé, selon la classification effectuée par la Fondation Mo Ibrahim entre 2010-2011. Au niveau de l'économie du pays, la croissance a flirté avec les 10% avant la grande crise de 2008. L'inflation a été gérée, tandis que le taux de change s'est amélioré. La gestion des finances publiques a été relativement positive.

En somme, en 12 ans de



Ellen Johnson Sirleaf

gouvernance, Ellen Johnson Sirleaf a réussi à placer le Libéria à un piédestal qu'il n'a jamais atteint depuis les indépendances, même si des améliorations sont attendues à certains niveaux.

Un exemple de bonne gouvernance à suivre en Afrique

Salim Ahmed Salim, président du comité d'attribution du prix Mo Ibrahim, estime que l'ex-présidente du Libéria constitue un exemple à suivre. « Durant ses deux mandats, elle a œuvré inlassablement au nom du peuple du Libéria. Un tel parcours n'est pas exempt de défauts et, aujourd'hui, le Libéria continue de faire face à de nombreux défis. Néanmoins, durant ses douze ans au pouvoir, Ellen Johnson Sirleaf a posé les fondations sur lesquelles le Libéria peut désormais se construire ».

ère femme élue d'Afrique en 2006, économiste, ex-fonctionnaire internationale et ex-ministre des finances, Ellen Sirleaf Johnson a connu des déboires au sein de son parti politique où elle a été exclue.

Convaincue qu'une démocratie ne s'exprime que par la voie des urnes, la « dame de fer », comme elle est surnommée, n'a pas hésité à se mettre à l'écart des consultations électorales du 10 octobre 2017 dernier qui a vu venir au pouvoir la star du ballon rond George Weah.

Ellen Sirleaf Johnson remporte un trophée, mais elle gagne bien plus que cela. Elle relève un défi longtemps lancé aux femmes du monde, appelées à un dépassement de soi, à un leadership affirmé pour s'impliquer dans les grands changements de ce monde moderne.

Alexandre Wémima

Kenya

Des ambassades occidentales enjoignent Odinga de reconnaître l'élection de Kenyatta

Alors que l'épilogue de la crise politique au Kenya semble encore loin, les ambassades occidentales ont tenté au cours du week-end de concilier les parties en conflit. Mais leur discours est diversement interprété par les camps Odinga et Kenyatta.

Onze ambassades occidentales – Finlande, Norvège, Danemark, Australie, France, Pays-Bas, Suède, Canada, Allemagne, Royaume-Uni et États-Unis – ont publié une déclaration commune exhortant les principaux camps politiques au Kenya à faire des efforts pour mettre un terme à la crise politique.

À Raila Odinga, principal opposant, les diplomates demandent d'accepter l'élection d'Uhuru Kenyatta, tandis que ce dernier et son gouvernement sont priés de respecter les droits humains et les décisions de justice.

« Nous sommes profondément préoccupés par les développements politiques récents au Kenya. Le gouvernement et l'opposition ont tous deux pris des mesures qui ont miné les institutions du Kenya et provoqué des divisions parmi les citoyens », écrivent-ils, précisant néanmoins qu'ils ne veulent pas s'ériger en donneurs de



Raila Odinga

leçons. « Nous ne voulons pas dicter aux Kényans comment gérer leurs affaires ».

Odinga vent debout, le gouvernement applaudit visiblement pas assez pour en convaincre Raila Odinga qui s'est fait « investir » comme le « président du peuple » le 29 janvier, malgré les injonctions du gouvernement et de la communauté internationale. Dimanche, face à ses partisans dans un quartier de la capitale Nairobi, le patron de la Nasa a sermonné les pays occidentaux qu'il accuse d'être à la solde du gouvernement.

« Nous voulons leur dire en

termes clairs que le Kenya est un pays indépendant et que les problèmes du Kenya seront résolus par les Kényans eux-mêmes. Ils ne peuvent être que des observateurs », a-t-il martelé, réitérant ses propos d'il y a quelques mois selon lesquels, « en approuvant les élections du 26 octobre, les pays occidentaux servent leurs propres intérêts ».

Mais du côté de la majorité présidentielle, le message des diplomates occidentaux est un soutien de plus à l'élection d'Uhuru Kenyatta comme « président légitime » du Kenya.

Africanews.com

Guinée équatoriale

Après le putsch déjoué, Obiang Nguema resserre les rangs

Un mois après avoir déjoué un coup d'État, fin décembre 2017, le président équato-guinéen a remanié son gouvernement et resserré les rangs avec l'arrivée de quelques personnalités réputées très proches de lui.

Agapito Mba Mokuy, ministre des Affaires étrangères depuis 2012 et ancien candidat à la présidence de la Commission de l'Union africaine (UA), est l'une des victimes collatérales du putsch déjoué à Noël. Son maroquin a été attribué à Simeón Oyono Esono Angüe, jusque-là ambassadeur en Éthiopie et auprès de l'UA.

Nommé par décret le 6 février, ce proche du président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo avait qualifié, en novembre 2014, d'anti-démocratique

la prise de contrôle militaire du Burkina Faso après la chute de Blaise Compaoré. Il assurait alors la présidence tournante du Conseil paix et sécurité de l'UA. Très respecté et rompu à la diplomatie, sa nomination intervient alors que le chef de l'État resserre les rangs autour de ses plus fidèles alliés.

Finances et défense sous contrôle

Obiang Nguema a par exemple confié les Finances à l'ancien gouverneur de la Banque des États de l'Afrique

centrale (Beac), Lucas Abaga Nchama. Ce dernier était arrivé au sein de l'institution régionale au lendemain du scandale de détournement de fonds révélé par Jeune Afrique en 2009. On lui reconnaît au minimum d'avoir remis l'institution sur pied, et d'être, lui aussi, un proche du maître de Malabo.

Enfin, le ministère clé de la Défense a été attribué à Alejandro Bacale Ncogo, ex-inspecteur général des Forces armées dans la région continentale.

www.jeunafrique.com

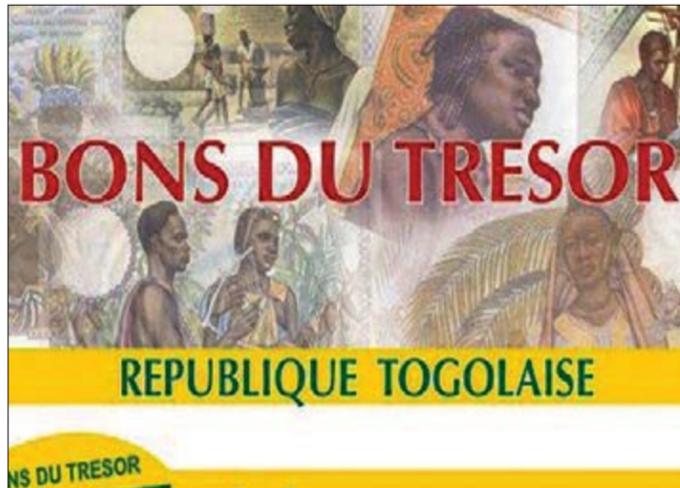
Umoa Nouveau bon du Trésor togolais vendredi prochain

Le Togo lance le vendredi 16 février prochain sa troisième émission sur le marché financier de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa) cette année. Cette fois, c'est un bon de trésor assimilable au Trésor public dont l'objectif est de mobiliser 2 milliards CFA.

Le prochain appel de fonds de l'Etat togolais sur le marché financier de l'Umoa se fait à travers l'application SAGETIL-UMOA. Ce bon de trésor vise à mobiliser 20 000 millions de FCFA et a une durée de 12 mois. La date de dépôt des soumissions, c'est le vendredi 16 Février 2018 à 10h30mn TU. La date de valeur de cette opération est le lundi 19 Février 2018 et la date d'échéance est le dimanche 17 Février 2019. Le taux d'intérêt est multiple et la valeur nominale unitaire fixée à 1 million de FCFA.

Objectif: 90 milliards F CFA

Le prochain bon que va émettre le Togo jeudi prochain est la troisième opération du pays sur le marché financier depuis le début de l'année. La première opération a été un échec, mais la seconde aura été un succès. Cette



dernière a eu un taux de couverture de 107,29%.

Le Togo va lancer plusieurs bons et obligations sur le marché financier international en ce premier trimestre 2018. Selon le calendrier rendu public début janvier par l'Union monétaire ouest africaine, le volume global prévisionnel des émissions pour l'ensemble des trésors publics des huit pays membres s'élève à 816

milliards de francs CFA.

Le gouvernement togolais pour sa part, compte mobiliser 90 milliards sur le marché financier régional jusqu'en mars prochain. L'opération est décomposée en 3 émissions de Bons Assimilables au Trésor (BAT) de l'ordre de 55 milliards et deux émissions d'Obligations Assimilables au Trésor (OAT) de l'ordre 35 milliards FCFA.

Rachid

Automobile dans la Cédéo La CCIT prône la construction des usines locales d'assemblage

La Cédéo ambitionne de mettre en place une politique commune de l'automobile. Dans ce cadre, des experts de la Banque africaine de développement (BAD) sont à Lomé depuis vendredi pour étudier les caractéristiques du marché local. Ils feront le tour des 15 Etats membres.

Il n'existe pas d'industrie automobile au Togo. Les véhicules circulant dans le pays sont en grande majorité d'occasion importés d'Europe. Des voitures, des camions et des bus qui affichent allègrement 15 ans.

Le marché du neuf est extrêmement réduit en raison, notamment, des taux prohibitifs des crédits à la consommation. Pour la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCIT) l'une des pistes à examiner est la possibilité de créer des usines d'assemblage au niveau régional. Cela permettrait de proposer des voitures neuves à prix accessibles pour le grand public.

« Le secteur automobile a le potentiel pour jouer un rôle majeur en s'appuyant sur les capacités d'assemblage naissant dans ses pays comme le Nigeria et le Ghana



Assemblage d'une voiture dans une usine

», estime Germain Meba, le président de la CCIT.

Pour Johan De Jager, l'un des experts de la BAD, ce projet tient la route. Autre option, faire baisser les droits d'importation. Mais chaque pays a sa spécificité et ses réglementations. Le marché commun de l'automobile en Afrique de l'Ouest n'est donc pas pour demain.

Dans les années à venir, le nouveau territoire

de conquête pour les constructeurs automobiles sera le continent africain. Ils l'ont bien compris.

PSA Peugeot Citroën a implanté une usine d'assemblage en Ethiopie et Renault a construit une importante usine au Maroc. Volkswagen étudie les possibilités d'une usine d'assemblage - relativement peu coûteuse - en Afrique Centrale ou de l'Ouest.

www.republicoftogo.com

Afrique de l'ouest De beaux jours pour le mobile money

Le mobile money, transfert d'argent d'un téléphone portable à un autre a de beaux jours dans le monde de la finance dans plusieurs pays de la sous région. Tout est parti du Kenya, pays de l'Afrique de l'Est où le taux d'utilisation de téléphone portable par les populations reste jusqu'à ce jour le plus élevé dans le monde.



Un client recevant un transfert d'argent mobile

Envoyer de l'argent aux proches, que ce soit dans les zones rurales et ou urbaines est devenu très facile aujourd'hui avec l'arrivée du mobile money ou le transfert d'argent mobile. La pratique s'est d'ailleurs érigée en une concurrence rude aux services classiques des banques commerciales et constitue un marché porteur représentant plusieurs milliards dans bons nombres de pays en Afrique.

Au Ghana, en seulement 12 mois, le marché du transfert d'argent via mobile s'est accru de plus 80% entre 2016 et 2017. Les transactions dans le secteur ont représenté, fin 2017, près de 500 millions de dollars soit un peu plus 300 milliards de francs. Selon les données rendues publiques par la Banque centrale du Ghana, ce sont 194 688 personnes qui sont employées par le transfert d'argent par téléphone dans le pays. En Afrique, le degré d'usage du mobile money dépend d'un pays à un autre dont les réalités sont divergentes que l'on se situe dans un pays anglophone ou francophone.

Quand on scrute de près l'Afrique de l'ouest francophone par exemple, la Côte d'Ivoire se positionne comme étant la première nation du mobile money. Selon les autorités ivoiriennes,

c'est environ 17 milliards de francs qui transitent quotidiennement par les téléphones portables. Plus de 40% de la population ivoirienne utilisent le transfert d'argent mobile.

Les transactions à l'instar du paiement de factures d'eau ou d'électricité par mobile, encore traditionnelles au Togo sont étendues vers les services publics sous d'autres cieux. En côte d'Ivoire, par exemple, il est possible de payer les frais d'inscription dans les écoles secondaires et à l'université ainsi que lors des concours et le commerce en ligne, par téléphone. Les services des impôts ivoiriens se taillent une place dans le soleil. Le fisc a institué, fin 2017, une taxe de 0.5% sur chaque opération monétaire effectuée par téléphone.

Au Togo, l'on ne dispose de statistiques précises et assez fournies sur l'utilisation des services de transfert mobile. Cependant ce système est rentré dans les habitudes depuis des années. Moov Togo et Togo cellulaire se partagent un marché de 7 millions de consommateurs potentiels.

Les deux opérateurs se positionnent comme les principaux fournisseurs des services d'envoi et de retrait d'argent sur lequel la société Moov revendique la place de leader.

Prosper Awih

Comprendra la société civile

Son essence, sa vocation et ses défis

Embryonnaire jusqu'en 1990, la société civile togolaise a connu depuis cette date un développement notable par un foisonnement d'associations et d'Organisations Non Gouvernementales (ONG) suscitées et créées grâce aux « vents favorables » de la démocratisation. Avec l'évolution de la société on entend beaucoup plus de nos jours l'évocation du concept « Société civile ». Pour mieux le comprendre, on peut se demander qu'est-ce que la société civile ? Qu'a-t-elle été jusqu'à présent pour les pouvoirs publics ? Quelles est sa place, son rôle et son lien avec la démocratie.

Qu'est-ce que la société civile ?

Qu'est-ce que la société civile ?

Selon le livre blanc de la gouvernance de l'Union Européenne « La société civile regroupe notamment les organisations syndicales et patronales (les "partenaires sociaux"), les organisations non gouvernementales (ONG), les associations professionnelles, les organisations caritatives, les organisations de base, les organisations qui impliquent les citoyens dans la vie locale et municipale, avec une contribution spécifique des églises et communautés religieuses »

On notera au passage combien les notions de société civile, de citoyenneté et de gouvernance sont souvent associées.

Le terme recouvre un entre-deux, où s'exprimerait toute la vitalité de la vie sociale, basée sur la libre volonté des tous hors de tout rapport d'autorité ou d'intérêt privé.

Un monde de la solidarité où se manifesteraient les demandes et évolutions d'une société tout en concrétisant une forme d'action pragmatique, efficace, plus morale que le Marché, plus représentative des intérêts et idéaux des gouvernants.

L'idée devient de plus en plus populaire. On l'applique au développement du Sud : susciter des associations indépendantes des États inefficaces, faibles et parfois corrompus, mais aussi des anciennes structures traditionnelles, voilà qui semble une voie prometteuse pour

La société civile face au repli citoyen



Des jeunes posant avec des objectifs des ODD

On assiste aujourd'hui à un phénomène social de repli qui n'épargne pas non plus le monde associatif. Cette évolution est accentuée du fait de l'absence de stratégies d'alliances entre associations et entreprises, associations et syndicats ou encore avec les médias et le monde de la recherche. Les représentations et clivages hérités du passé et les concurrences entre associations sur les territoires, qui ternissent parfois les relations inter-associatives, contribuent à

renforcer cet isolement et engendrent des tensions au sein d'un monde associatif qui demeure clivé.

Pourtant, de leur côté, les entreprises ont compris que les associations pouvaient être des partenaires, notamment pour diversifier leur recrutement, fidéliser un public ou encore communiquer.

Par ailleurs, la société civile est aujourd'hui en mesure de proposer des réponses aux principaux défis de la société.



Une rencontre des acteurs de la société civile

La société civile est dans l'air du temps. Le concept se retrouve chez Marx et Habermas comme dans la bouche de Poivre d'Arvor. Il recouvre toutes sortes d'organisations (ONG, groupes d'intérêt et d'influence, expression citoyenne, Think tanks).

La société civile est facilement opposée à la classe politique ou institutions, comme au marché.

rendre enfin efficace l'aide au développement.

Certains parlent même d'une société civile globale, ONG internationales ou collectifs de citoyens et autres composantes du mouvement alter et les opposent volontiers aux gouvernements élus impuissants face au caractère global des problèmes et aux forces du marché.

La société civile, un ressourcement de la démocratie

La société civile, un ressourcement de la démocratie

« Il faut se demander en terme plus directement politique si les idées et les forces politiques qui en appellent au peuple sont toujours démocratiques (...) c'est au

nom de la gauche, du peuple, de la classe ouvrière, et de la démocratie elle-même que la démocratie a été détruite dans les pays de l'Est »

Une démocratie ne se construit pas comme un Meccano. Elle ne s'importe pas non plus.

Il est évident que le concept moderne de démocratie, en tant que pouvoir du peuple pour le peuple et par le peuple, ne se limite ni aux élections libres, permettant de définir une majorité, ni au règne sans partage de cette majorité.

La démocratie, comme projet sans cesse à construire, implique la liberté d'opinion, le respect des droits des minorités, la confrontation pacifique des intérêts et donc la liberté d'organisation et l'État de

droit, la responsabilité des gouvernants, etc.

Cela suppose pouvoirs et contre-pouvoirs et donc un espace libre, celui de la société civile forte, indépendante du pouvoir de l'État, de celui de l'économie (de l'argent), de la tradition (clans, etc.).

L'édification de cette société civile est donc au cœur de tout processus de démocratisation. Et certaines formes de coopération et de solidarité internationale y contribuent.

L'indépendance de la société civile

La société civile se caractérise fondamentalement par son « attitude collective de refus de subordination de la part des organisations ayant une action sociale (syndicats, organisations charitables) aux partis politiques.

Cette attitude ne constitue pas un refus d'engagement politique individuel ». Les organisations de la société civile ne s'identifient pas à un parti ou une idéologie politique, pour assurer plus de légitimité dans leur prise

civile voire de la démocratie. La confusion entre société politique et société civile jette les jalons d'un totalitarisme dans la mesure où, dans ces pays les partis de l'opposition sont réduits au silence du fait de la répression qu'ils subissent de la part de la puissance étatique.

Dans un régime où les organisations de la société civile ne gardent pas leur indépendance vis à vis de la classe politique, le champ d'action des tenants du pouvoir



Une conférence de presse à Lomé

de position afin de veiller à la prise en compte des revendications sociales.

Lorsque les acteurs de la société civile sont soumis aux conditionnalités des acteurs politiques, ils perdent leur représentativité et peuvent être ainsi déséquilibrés, basculés du côté de l'État et détruire la condition d'existence de la société

s'agrandit et surgissent avec lui les prémisses d'une toute puissance étatique. La société civile cesse d'être dans ce cas un contrepouvoir. En perdant son indépendance, la société civile se fragilise et fragilise la démocratie quand ses observations ne sont plus liées à l'intérêt général des citoyens mais plutôt à une coloration politique.

Les défis pour le futur



Des jeunes à une conférence

La société civile devra, par-dessus tout, préserver sa neutralité et son indépendance. Le dialogue avec le gouvernement est souhaitable, mais il ne devra pas se muer en coopération aveugle. Le dialogue doit rester objectif et neutre, pour que la société civile puisse exercer ses fonctions fondamentales de contrôle et de protection de la population.

Le but est d'avoir une société civile consciente de ses capacités et de ses devoirs. Elle fait face à l'État, consciente, dans ses fonctions, d'être un instrument d'articulation et donc, d'expression du peuple, ainsi que son organe de contrôle.

Pour résoudre le problème de manque de moyens, un autre défi pour le futur consiste à renforcer la recherche de partenariats. En effet, les partenaires internationaux seront utiles pour procurer des aides financières et matérielles, mais aussi un appui idéologique, pour faciliter le travail de la société civile et renforcer ses structures.

Comme nous l'avons déjà décrit plusieurs fois, la société civile assume le rôle de représentant et d'avocat en faveur de différents groupes sociaux, pour représenter leurs intérêts. Il est justement paradoxal que de grandes parties de la population, qui sont représentées par la société

civile, ne puissent pas reconnaître exactement le véritable rôle de cette société civile et les objectifs qu'elle poursuit. Très souvent, on ne sait pas non plus quels sont les avantages que la population peut tirer du travail de la société civile. Et pourtant, ces connaissances sont absolument vitales, car c'est uniquement ainsi que la population, bien conscientisée sur l'importance de l'existence de tels représentants, pourrait apporter son soutien effectif au travail de la société civile.

Si d'une manière globale on peut apprécier ce que font les OSC pour le développement du Togo, il existe des insuffisances et faiblesses à combler. Pour que ces OSC se perfectionnent, il faut qu'elles se dépolitisent, mais aussi renforcer les capacités en matière d'éducation à la citoyenneté;

Plaider en faveur du financement des programmes relatifs à l'éducation citoyenne. Elles doivent aussi multiplier les actions de détection des besoins des différents acteurs en éducation à la citoyenneté, renforcer les capacités organisationnelles, structurelles et techniques des OSC spécialisées dans l'éducation à la citoyenneté et éduquer les acteurs de la société civile à plus d'objectivité et de neutralité.

Carlos Amevor

Pharmacies de garde de Lomé du 13 au 19 /02/ 2018

St RAPHAEL	Marché Atikpodji	22 21 84 26
ETOILES 10	Av. Nouvelle Marche	22 21 88 47
CRISTAL	Bd Houphet Boigny	22 209091
CHATEAU D'EAU	BE	22 21 57 51
KPEHENOU	Bd H BOIGNY	22213224
ESPERANCE	Nyékonakpoé	22 21 01 28
LIBERATION	Av Libération	22 22 25 25
BON SECOURS	Cassablanca	22 45 76 74
ROBERTSON	Nyékonakpoé	23 20 61 11
N.D. DE LA TRINITE	Bd de la paix	22 21 27 80
GBEZE	Bd Jean Paul II	22 26 32 61
UNIVERS - SANTE	CHU Campus	22 52 41 39
AEROPORT	Aéroport SITO	22 26 21 22
RAOUDHA	TOGO 2000	22 61 39 39
MISERICORDE	BE-KPOTA	23 38 47 62
LE PROGRES	Zorro-bar	22 35 86 55
ELI-BERECA	Adidogomé	22 51 22 82
LA REFERENCE	Adidogomé	22 51 12 12
BONTE	Route de SEGBE,	22 36 28 50
BETANIA	Totsi-Glenkomé	22 43 89 40
MILLENAIRE	Agoenyivé,	22 51 64 31
MATHILDA	Lomégan - ODEF	22 51 15 34
EL SHADAÏ	Klikamé ESTAO	22 51 44 25
DIEUDONNE	LEO 2000	23 38 07 44
EL-SHAMMAH	Amadahomé	22 46 93 50
AGOE-NYIVE	Agoè-Nyivé	22 25 83 38
ESPACE VIE	Agoè-Logopé	22 32 87 20
APOU ANTOINE	Agoè-Assiyéyé	22 19 12 15
DIVINA GRACIA	Agoè-Fiovi	22 45 79 69
MAWUNYO	Agoè-Sogbossito	22 42 34 64
La FLAMME D'AMOUR	Agodeke	22 45 70 14
LE DESTIN	Baguida	22 41 15 41

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
 EMSTOGO (Tél: 22 26 70 51)
 FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR THIERRY CASTANET ; Tél: 90 97 15 15
 DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
 CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
 CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
 CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
 HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
 CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
 Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30
 BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60
 GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28
 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

Larry Event Day (LED)
 Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
 Communication, Location d'espaces
 Conseils, Wedding Planner et Décoration
 Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers
 AG Partners: Sise à Cassablanca
 www.couleurafrique.com

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
 LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
 MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
 PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscais), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»; Qtier : Foréver; Tél : 90 17 03 30
 COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME); Tél 90 30 38 75
 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine); Tél : 90 15 39 87
 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél : 22 40 04 99

Blague du jour

Avant de demander le divorce à votre partenaire Aréfléchissez bien au partage des biens et à ce que vous demanderez à l'autre partie de prendre! : Un mari fatigué des nombreux disputes de sa femme dit ceci : "Je ne veux avoir aucun souvenir de toi, alors emporte tout ce que tu as touché dans cette maison", alors la femme saisit le sexe du mari et le tire. Étonné il lui demande le pourquoi. Et à la femme de répondre " c'est ce j'ai le plus touché dans cette maison; donc il m'appartient ".

Traduction

Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire?
 Plus de soucis, contactez:
 Africa Translate Consulting.
 Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43
 E-mail: dhoglonou@africatranslate.com



Photo du jour



Donnez une légende à cette photo

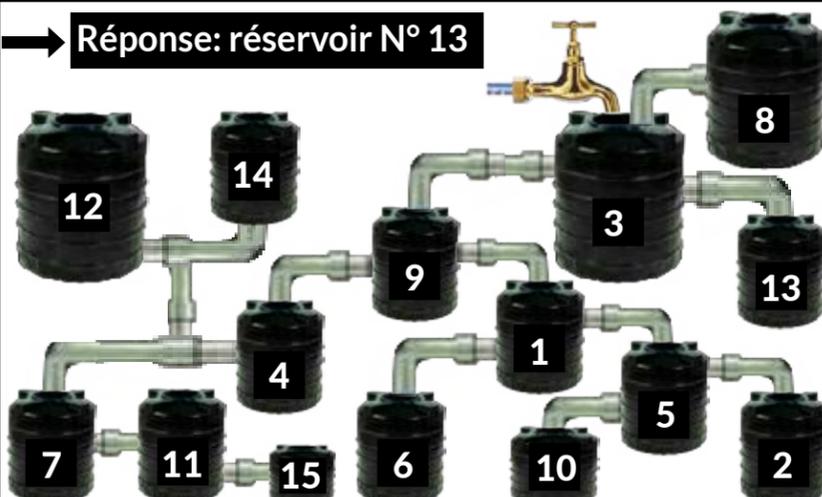
Calcul

Remplissez les cases pour trouver les bonnes réponses

$$\begin{array}{ccc} \square & + & \square = 8 \\ + & & + \\ \square & - & \square = 6 \\ \parallel & & \parallel \\ 13 & & 8 \end{array}$$

Lequel des 15 réservoirs va se remplir en premier?

→ Réponse: réservoir N° 13



Dédicace de livre

L'historien Essohanam Batchana sort « Les chansonnettes de l'époque coloniale dans le cercle de Klouto »



L'historien (au milieu) lors de la cérémonie de dédicace

Édité par les presses de l'université de Lomé, le chef d'œuvre de Essohanam Batchana est un livre de 94 pages qui relate le bien fondé des chansonnettes élaborées par des femmes du Klouto dans la lutte de l'indépendance du Togo.

Ces chansonnettes porteuses des valeurs culturelles conceptualisées dans un contexte politique ont été recueillies transcrites et traduites de l'Ewé en français. L'auteur les classe en quatre catégories dans son écrit. La première catégorie contient des chansonnettes de motivation, la seconde rassemble celles de la célébration de Victoire, quant à la troisième catégorie, elle regroupe des chants appelant à l'unité nationale. Enfin, la dernière catégorie des comptines porte sur la dissuasion et la dénonciation.

A travers ce livre, l'auteur dévoile l'arme redoutable qu'a été la chanson pour les populations togolaises en général et celle du cercle de Klouto en particulier pour la conquête de l'indépendance.

Dr Essohanam Batchana est maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Lomé.

Nadia Edodji (stagiaire)

Bénin

L'art, lieu d'expression du vodoun

C'est à-travers l'art que le vodoun s'exprime le mieux. Son expression emprunte toutes formes et types d'art comme par exemple la danse, la peinture ou encore la sculpture. Le vodoun en tant qu'entité transcendante ne s'exprime dans la vie que par des expressions artistiques.

Afin d'illustrer nos propos, nous pouvons citer Jacques Kerchache, le célèbre collectionneur français spécialisé dans les arts premiers : « Picasso n'a jamais pu connaître l'art du vaudou, et pourtant, les affinités sont surprenantes entre ses œuvres et celles de ces artistes engagés qui provoquent, tant sur le plan esthétique que magique.

Les artistes contemporains qui ont pu l'approcher, ont été évidemment subjugués par la qualité des questions qui y sont posées. Il y a à la fois, dans l'art du vaudou, une alliance constante entre l'esthétique et le sacré, la parfaite réalisation d'une sorte d'idéogramme en trois dimensions poussé à son paroxysme, un art du détournement où tout est signifiant, un geste d'une étonnante modernité et d'une grande inventivité, des risques plastiques, et aussi un impact de l'humour sur le plan esthétique. ».

Au temps du royaume du Danxomè, l'artisanat d'art, quelque peu désacralisé aujourd'hui, jouait déjà un rôle primordial dans la



Masque Gèlèdè, Covè, Bénin. Bois. Signé Elok (Eloi Lokossou). Bois peint. Fable animalière

prospérité du royaume. Les métiers d'arts royaux les plus importants et qui existent encore à ce jour sont : la forge, la tenture, la sculpture sur bois, la vannerie, la poterie. Ces arts étaient des moyens d'expression du vodoun, en particulier la sculpture sur bois, qui était faite traditionnellement dans un bois particulier.

La sculpture sur bois est un art traditionnel transmis de génération en génération, et

réservé à une famille bien particulière de chaque royaume. Les sculpteurs sur bois sont respectés car ils « donnent vie » au moyen d'expression du vodoun. C'est le cas par exemple du masque traditionnel Gèlèdè d'origine yoruba. Eloi Lokossou, célèbre sculpteur béninois, fabrique des masques Gèlèdè selon la tradition transmise de père en fils.

Landa Faraj www.monwaih.com

Lire

« ...La septième planète fut donc la Terre. La Terre n'est pas une planète quelconque! On y compte cent onze rois (en n'oubliant pas, bien sûr, les rois nègres), sept mille géographes, neuf cent mille businessmen, sept millions et demi d'ivrognes, trois cent onze millions de vaniteux, c'est-à-dire environ deux milliards de grandes personnes. Pour vous donner une idée des dimensions de la Terre je vous dirai qu'avant l'invention de l'électricité on y devait entretenir, sur l'ensemble des six continents, une véritable armée de quatre cent

soixante-deux mille cinq cent onze allumeurs de réverbères.

Vu d'un peu loin ça faisait un effet splendide. Les mouvements de cette armée étaient réglés comme ceux d'un ballet d'opéra. D'abord venait le tour des allumeurs de réverbères de Nouvelle-Zélande et d'Australie. Puis ceux-ci, ayant allumé leurs lampions, s'en allaient dormir. Alors entraient à leur tour dans la danse les allumeurs de réverbères de Chine et de Sibérie. Puis eux aussi s'escamotaient dans les coulisses. Alors venait le tour des allumeurs de réverbères de Russie et des Indes. Puis de ceux d'Amérique

et d'Europe. Puis de ceux d'Amérique du Sud. Puis de ceux d'Amérique du Nord. Et jamais ils ne se trompaient dans leur ordre d'entrée en scène. C'était grandiose.

Seuls, l'allumeur de l'unique réverbère du pôle Nord, et son confrère de l'unique réverbère du pôle Sud, menaient des vies d'oisiveté et de nonchalance : ils travaillaient deux fois par an.

Quand on veut faire de l'esprit, il arrive que l'on mente un peu. Je n'ai pas été très honnête en vous parlant des allumeurs de réverbères. Je risque de donner une fausse idée de notre planète à ceux qui ne la connaissent pas.

Les hommes occupent très peu de place sur la Terre. Si les deux milliards d'habitants qui peuplent la Terre se tenaient debout et un peu serrés, comme pour un meeting, ils logeraient aisément sur une place publique de vingt, milles de long sur vingt milles de large. On pourrait entasser l'humanité sur le moindre petit îlot du Pacifique. Les grandes personnes, bien sûr, ne vous croiront pas. Elles s'imaginent tenir beaucoup de place. Elles se voient importantes comme des baobabs. Vous leur conseillerez donc de faire le calcul. Elles adorent les chiffres: ça leur plaira. Mais ne perdez pas votre temps à

ce pensum. C'est inutile. Vous avez confiance en moi.

Le petit prince, une fois sur Terre, fut donc bien surpris de ne voir personne. Il avait déjà peur de s'être trompé de planète, quand un anneau couleur de lune remua dans le sable.

Bonne nuit, fit le petit prince à tout hasard. Bonne nuit, fit le serpent. Sur quelle planète suis-je tombé? demanda le petit prince. Sur la Terre, en Afrique, répondit le serpent. Ah! ... Il n'y a donc personne sur la Terre? ... »

Extrait de « Le petit Prince » d'Antoine De Saint-Exupéry. Ed Folio. Pp 62-63

Championnats D1 et D2 au Togo Des matchs amicaux pour relancer les secondes phases de la saison

Pour mieux entamer la deuxième phase du championnat national de football de première division qui démarre le 14 février et celle de la deuxième division qui reprend le 18 février prochain, certaines équipes ont profité des quelques jours de répit pour faire des derniers réglages et c'était à travers des matchs amicaux.



Des joueurs et des arbitres sur la pelouse

Au total, sept matchs ont été disputés sur toute l'étendue du territoire national. Les Robots rouges du Dynamic togolais se sont séparés en amical avec le club Arabia de Tabligbo le vendredi 9 février sur un score final de 1 but partout.

Les scorpions noirs de Tokoin, Agaza Fc ont pour leur part livré deux matchs ce week-end. Ils ont notamment battu Swallows par 3 buts à 1 le samedi 10 février et le club ESAL par 3 buts à 0 le lendemain dimanche 11 février.

Les paramilitaires de l'As OTR ont quant à eux dominé les requins mâles Gbolhoesu 2 buts

à 0 à Aného, dimanche dernier.

A Kpalimé, Gomido fc épingle les jaunes et Bleu de kodjoviakopé Entente II 1 but à 0. A Bafilo, Unisport de Sokodé domine Sara sport de la localité sur la marque de 2 buts à 1. Et enfin Semassi domine en amical TAC 2-0. Voici en récapitulatif les résultats des matchs qui se sont joués le week-end dernier.

Dyto 1#1 Arabia
Swallows 3#1 Agaza
Agaza 3#0 ESAL
Gbolhoesu 0#2 OTR
Gomido 1#0 Ententell
Sara Sport 1#2 Unisport.
Semassi 2-1 TAC.

La Rédaction

Judo

Clarisse Agbegnenou remporte un 4^e Grand Chelem de Paris

La jeune franco-togolaise, Clarisse Agbegnenou a remporté une médaille d'or lors du tournoi le Grand Chelem de Paris en catégorie 63kg samedi dernier.

Les Français se sont contentés de deux finales et d'une seule médaille d'or samedi lors du tournoi du Grand Chelem de Paris. Clarisse Agbegnenou, championne du monde en titre des -63 kg a mis à niveau une rencontre qu'elle a déjà remportée à quatre fois consécutives.

Clarisse Agbegnenou était attendue à ces résultats et elle a répondu présente en gardant son rang de championne du monde.

Elle a obtenu son billet pour la finale en battant lamentablement en demi-finale l'Allemande Martyna Trajdos par un

fauchage de la jambe. Fille du scientifique togolais Victor Agbegnenou et de Pauline, Clarisse Agbegnenou vient de remporter l'or au Grand Prix de Paris pour la quatrième fois. Elle est aujourd'hui l'une des judokates les plus connues dans le monde.

Justin A.

Tennis

Federer veut redevenir N° 1 cette semaine

Vainqueur du 20^e titre de grand Chelem de sa carrière fin janvier dernier, le Suisse Roger Federer a désormais un nouvel objectif : reprendre la place de numéro un mondial à l'occasion du tournoi ATP de Rotterdam.

"J'espère redevenir N.1 mondial cette semaine", a déclaré hier lundi le récent vainqueur de l'Open d'Australie à nos confrères de bbcafricaine.

La vision s'annonce en tout cas un peu compliquée pour Federer. Il va devoir pour y arriver, atteindre au moins les demi-finales et peut-être écartier son compatriote Stan Wawrinka en quarts. Federer est actuellement le N° 2 du classement ATP. Il est devancé de seulement 155 points par l'Espagnol Rafael Nadal, qui ne dispute pas de tournoi cette semaine.

S'il atteint le sommet de la hiérarchie mondiale qu'il a perdu depuis octobre 2012, Federer deviendra à 36 ans le N.1 mondial le



Roger Federer

plus âgé de l'histoire du tennis devant l'Américain Andre Agassi (33 ans). Toujours efficace malgré l'âge

Aujourd'hui, Roger Federer est considéré par beaucoup comme le plus grand champion de l'histoire du tennis, même si certains lui préfèrent son grand rival, l'Espagnol Rafael Nadal. Surnommé « Le Maître », le Suisse a remporté 17 tournois

du Grand Chelem, dont sept fois Wimbledon qui constitue son tournoi préféré. C'est d'ailleurs sur le gazon anglais qu'il a participé à l'un des affrontements les plus légendaires de toute l'histoire du tennis, en finale de l'édition 2008, contre l'incontournable Rafa. Le Marjorquin l'avait alors emporté en 4h 47 de jeu, empêchant le Suisse d'emporter son sixième Wimbledon consécutif, et de battre le record de Björn Borg. Mais Roger Federer a su se relever de cet affront, pour récupérer son titre en 2009. Cet exploit illustre bien la personnalité de ce champion hors-normes, doté d'un physique, mais surtout d'un mental d'acier.

R. Zakari

Transferts de joueurs

Le sordide business autour des jeunes footballeurs africains

Fruit d'une enquête de plus d'un an dans les coulisses du football africain, « Magique système » lève le voile sur le business sordide autour des jeunes footballeurs du continent.

Dans leur livre « Magique Système », les deux journalistes Barthélémy Gaillard et Christophe Gleizes décortiquent le sordide business de la misère, qui s'est développé autour des jeunes footballeurs africains. Car ces derniers sont devenus un « nouvel or noir », que s'arrachent les clubs du Vieux continent. On estime ainsi que les ressortissants africains représentent désormais 23 % de l'ensemble des

effectifs de première division.

À la recherche de « chair fraîche »

Pendant plus d'un an, Barthélémy Gaillard et Christophe Gleizes ont sillonné l'Afrique à la rencontre des agents véreux et des escrocs de tout poil, qui entendent avoir leur part du gâteau. À l'image de ce rabatteur franco-malien, qui écume les terrains de Bamako à la recherche de « chair fraîche ». Ses jeunes

victimes doivent payer la bagatelle somme de 2 à 3 millions de F CFA (soit 3 000 à 4 500 euros environ), censés leur donner droit à un voyage en Espagne et à un essai en Liga. Lequel n'aura évidemment jamais lieu.

Mais il y a aussi les plus gros poissons, comme la mystérieuse fondation Aspire créée par le gouvernement qatari en 2004. Dans les brochures de présentation, celle-ci se présente comme « un projet humanitaire fascinant et unique, qui vise à donner du pouvoir à la jeunesse du monde entier

». Sous le vernis apparaît pourtant une entreprise de siphonnage à grande échelle des talents de l'Afrique. Avec l'idée, peut-être, de constituer une équipe nationale qatarie digne de ce nom en vue du Mondial 2022.

La majorité est broyée par le cynisme du football business, qui se nourrit des rêves du continent pour mieux prospérer

« Une forme de traite moderne »

Non-contents de leur jolie plus-value, certains clubs font également preuve d'une avarice rare lorsqu'il s'agit de passer à la caisse.

En témoignent les démêlés relatés dans le livre autour de Junior Kabananga, un joueur formé au club congolais du CS Aigles Verts avant de partir à Anderlecht en Belgique.

Comme lui en donne droit le règlement de la Fifa, le président des Aigles Verts réclame à Anderlecht des indemnités de formation estimées à 100 000 euros. Le début d'un long combat judiciaire fait de coups bas et de mesquineries, qui s'achèvera par une décision de la Fifa favorable aux Belges.

Source : jeunefrique.com

Exposition universelle de 2025 Candidat à l'organisation, le Japon sollicite le soutien du Togo

Le premier ministre togolais, Komi Selom Klassou a reçu en audience le 9 février 2018 à Lomé, une délégation japonaise conduite par M. Yoshifumi Okamura, représentant du gouvernement du Japon pour la paix et la stabilité internationale. Objectif de cette visite, obtenir le soutien du Togo dans la candidature du Japon pour l'organisation de l'Exposition universelle de 2025.



L'émissaire Japonais, Yoshifumi Okamura et le PM togolais

« L'objectif principal de notre visite au Premier ministre est notre candidature pour l'Exposition Universelle de 2025. Nous comptons sur le soutien du Togo. Je suis ici pour expliquer pourquoi le Japon est candidat.

Le Japon reste toujours un bon ami du Togo et nous sommes très contents. Je vais amener les informations recueillies ici au Japon, pour que notre assistance économique vis-à-vis du Togo soit plus développée

...Je suis très ravi d'être ici de nouveau après ma mission au Togo en qualité d'ambassadeur entre 2008 et 2011. J'ai témoigné au Premier ministre que le Togo a bien changé sous la direction du Chef de l'Etat et de son Gouvernement a déclaré l'émissaire japonais », a déclaré l'émissaire japonais qui a rencontré le premier ministre Komi Selom Klassou la semaine dernière.

En effet, le Japon, candidat à l'organisation de l'exposition universelle

de 2025 tout comme la Russie et l'Azerbaïdjan, a engagé une offensive diplomatique depuis quelques semaines. Les autorités japonaises qui ont toujours eu d'excellentes relations avec le Togo, veulent compter sur ce dernier et sa puissance diplomatique dans la sous-région pour obtenir la majorité des voix des 170 pays membres du Bureau international des Expositions (BIE) dont le Togo.

Nana Garba (stagiaire)

Risques d'inondation Le Comité de pilotage régional du bassin de la Volta s'est réuni à Lomé

Organisée par la Banque Mondiale et le Ministère de la Sécurité et de la Protection Sociale, une rencontre de deux (2) jours, a réuni les 8 et 9 février les experts de l'autorité du Bassin de la Volta ainsi que ceux des différentes structures du Togo et du Ghana à Lomé. Cette réunion s'est déroulée sous le thème de la lutte contre les inondations dans les préfectures environnantes du Bassin de la Volta.

La réunion du comité a pour objectif de renforcer la gestion des inondations dans le bassin de l'Oti à travers le développement d'un système de prévention des crues dudit bassin. Aussi, a-t-elle permis de faire un bilan des progrès réalisés dans le cadre de la prévision des crues dans le bassin de la rivière de l'Oti au Togo et au Ghana.

Pour Baka Yoma, Directeur Général de l'Agence Nationale de la Protection Civile, le modèle de système d'alertes précoces qui sera installé dans le bassin de la Volta permettra d'anticiper sur les crues et sur les éventuelles inondations dans le bassin du fleuve Oti. Cela permettra d'avoir des données scientifiques prévisionnelles des éventuelles crues afin de prendre des dispositions en amont pour éviter des problèmes.

Le ministre en charge de la protection civile Yark Damehane a souligné que ce transfert de technologie du modèle mathématique de prévision s'inscrit dans la vision du gouvernement togolais, sous l'impulsion du Chef de l'Etat SEM Faure Essozimna Gnassingbé, qui a fait du bien-être, du plein épanouissement des populations et de la problématique de la réduction des risques et catastrophes, l'une de ses priorités. « L'outil sera mis à disposition des ministères de la sécurité des différents pays afin qu'ils puissent mieux coordonner l'assistance et les secours des populations vulnérables », a-t-il ajouté en présence du Ministre de l'Environnement et des Ressources Forestières, André Johnson et de celui de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Hydraulique, Ouro-Koura Agadazi.

Notons que, de ces travaux est né le système d'alertes précoces du bassin de l'Oti. Ce système qui couvre tout le bassin de la Volta du Togo au Ghana, permettra de fournir des informations sur le niveau d'eau réel dans le bassin de la rivière de l'Oti avec une avance de 24 à 48 heures. Le projet est financé par la Banque Mondiale qui continue de soutenir le gouvernement togolais dans la gestion des catastrophes naturelles.

Sécurité routière

Faut-il laisser les enfants aller seuls à l'école?

A Lomé et dans plusieurs villes de l'intérieur du pays, des élèves, des enfants même les plus petits, cheminent et traversent souvent seuls des routes pour se rendre à l'école.



Un parent accompagnant des enfants à l'école

Quatre ans déjà, la plupart des enfants sont envoyés par leurs parents à l'école et apprennent à se détacher de leur cadre familial. A l'école,

ils apprennent à parler et à écrire le français au grand plaisir de leurs parents. Si à l'école, le cadre est plus sécurisant pour les enfants, ce n'est pas souvent le cas

pour la plupart d'entre eux qui doivent marcher seuls, traverser les grandes routes où, la circulation peut être dense et où des chauffards causent souvent des accidents de la route.

Les familles qui ont assez de moyens mettent souvent des voitures ou des motos ou encore des taxis à la disposition de leurs enfants pour aller à l'école. Mais pour la masse, la tendance est de réveiller les enfants, les laver, leur remettre quelques pièces pour ceux qui en ont et les laisser s'en aller tous seuls.

Ce phénomène devient très courant dans la ville de Lomé. Des enfants en bas âges, seuls dans les rues essayant de traverser

pour rejoindre leur école à des heures de pointe. Avec tous les risques que cela comporte. Surtout qu'ici, rares sont les motocyclistes et automobilistes qui ralentissent ou s'arrêtent à la vue d'un piéton sur la route, même face à ces enfants.

Comme ce monsieur qui se met en uniforme, muni d'un panneau et qui se place en face de la caisse de retraites dans le quartier Bè-klikamé pour aider les élèves à traverser la route, il y a quelques initiatives observées à Casablanca et Amoutivé non loin de la colombe de la paix, sans oublier le travail louable des policiers au niveau des passages piétons aux feux rouges. Mais c'est une

goutte d'eau dans la mer. Cette situation interpelle les acteurs du système éducatif sur le renforcement des cours de prévention routière. Même les élèves du lycée ne traversent pas de la bonne façon.

Un piéton doit traverser à un passage pour piéton, en s'assurant que la voie est libre et surtout comme on voit beaucoup d'élèves le faire, éviter de courir. Mais même si des dispositions sont prises pour assurer la sécurité des piétons, il est inadmissible que des enfants en bas âges puissent traverser les rues seuls pour se rendre à l'école. Les parents sont donc interpellés. Ils doivent accompagner leurs enfants à l'école et retourner les chercher à leur sortie ou s'assurer qu'une personne de confiance le fasse.

Edem Dadzi

tm togomatin

DIRECT AGENCE
Agence conseil en communication



Vous êtes un annonceur, un privé,
une agence conseil en communication
ou un homme d'affaires !

Vous avez besoin d'une communication
dans le journal Togo Matin ?

Contactez notre régie exclusive
DIRECT AGENCE
Rue 132, Angle 139 Aflao-Gakli Djidjolé
(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Esther
assistance

- Défense des victimes
- Remorquage - Dépannage
- Fourrière privée
- Abonnement
- Conseil - Représentation
- Facilitation

**SERVICE
DISPONIBLE
24H/24**



You live, we care

Rue 132, Angle 139 Aflao-Gakli Djidjolé - B.P. 30117 Lomé-Togo
Tél : +228 93 68 72 12 / 22 45 74 67 - Mail : contact@estherassistance.com